



Conseil de sécurité

Briefing sur le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine

New York, le 9 juillet 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président.

Et je voudrais aussi remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires ad interim, Joyce Msuya, ainsi que le docteur Zhovnir pour leurs interventions. Je salue également la participation de l'Ukraine, de l'Union européenne et de la Pologne.

Monsieur le Président,

Nous sommes choqués qu'un hôpital pour enfants – pour enfants ! – où beaucoup souffrent de maladies graves et se trouvent dans des conditions de vulnérabilité extrême, a été touché par une frappe de la Russie. Des tirs de missiles à travers l'Ukraine ont fait des morts et des blessés en frappant des infrastructures civiles à Kyiv, Dnipro, Kryvyi Rih, Pokrovsk, Sloviansk et Kramatorsk. Ces frappes auraient tué des dizaines de civils et touché le plus grand hôpital pour enfants de Kyiv, ainsi qu'un autre établissement médical dans la capitale. Je voudrais exprimer nos profondes condoléances à toutes les familles, aux victimes, aux blessés, aux docteurs et tous ceux touchés par ces frappes terribles. Encore une fois, des enfants sont devenus les victimes de l'agression militaire qui continue depuis 2 ans et 5 mois.

Nous condamnons fermement ces attaques. La population civile et les infrastructures civiles ne doivent pas être prises pour cibles. Le droit international, en particulier les droits humains et le droit international humanitaire, doit être strictement respecté en toutes circonstances et nous appelons la Russie à s'y conformer et à protéger la population et les infrastructures civiles. En vertu du droit international humanitaire, les hôpitaux bénéficient d'une protection spécifique.

L'horreur à laquelle les enfants et leurs familles doivent faire face depuis le début de la guerre en Ukraine ne semble pas près de diminuer. En 2023, les Nations unies ont attribué aux forces armées russes et aux groupes armés affiliés 249 attaques contre des écoles et des hôpitaux, y compris à l'encontre de personnes protégées. Au cours des deux dernières années, près de 2000 enfants auraient été tués ou blessés. Au lieu d'aller à l'école, les enfants des villes situées sur les lignes de front de l'Ukraine ont été contraints de passer entre 3000 et 5000 heures à s'abriter dans des sous-sols et des stations de métro, soit entre quatre et sept mois. Alors que l'Ukraine se bat pour son avenir en paix, ceux qui le construiront – notamment les enfants – doivent avoir la garantie d'être protégés : le droit international humanitaire prévoit une protection spéciale pour les enfants.

En outre, un membre du personnel de santé aurait également été tué par la frappe d'hier. Là aussi, le droit international humanitaire est absolument clair : protéger le personnel humanitaire, y compris médical, est une obligation. Ceux qui risquent leur vie pour aider les autres doivent être protégés.

Monsieur le Président,

Aucun enfant ne devrait grandir sous la menace d'un tir de missile. Aucun enfant ne devrait trouver la mort dans les décombres d'un hôpital, censé être un lieu sûr de guérison et de rétablissement. Chaque enfant devrait avoir la possibilité de mener une vie sereine et sécurisée, et retrouver une existence normale. Pour que cela soit possible, la Russie doit mettre fin à son agression militaire contre l'Ukraine, cesser toutes les hostilités et retirer ses troupes de l'ensemble du territoire ukrainien. La Charte nous engage toutes et tous à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États.

La Suisse reste déterminée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à une paix juste et durable en Ukraine, conformément à cette même Charte des Nations unies et les principes fondamentaux du droit international. C'est dans cet esprit que le 15 et 16 juin dernier, des représentantes et représentants de plus de cent pays du monde entier et d'organisations internationales se sont réunis en Suisse pour discuter d'un cadre pour un processus de paix basé sur le droit international, et notamment la Charte des Nations unies dans le but d'inspirer des mesures concrètes en faveur d'une paix juste et durable en Ukraine. Et nous allons continuer cet engagement.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Thank you, Mr. President,

And I would also like to thank the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs ad interim, Joyce Msuya, and Dr. Zhovnur for their statements. I also welcome the participation of Ukraine, the European Union and Poland.

Mr. President,

We are shocked that a children's hospital – children's hospital! – where many suffer from serious illnesses and are in extremely vulnerable conditions, has been hit by a Russian strike. Missile strikes across Ukraine have killed and injured civilians in Kyiv, Dnipro, Kryvyi Rih, Pokrovsk, Sloviansk and Kramatorsk. The strikes reportedly killed dozens of civilians and hit Kyiv's largest children's hospital, as well as another medical facility in the capital. I would like to express our deepest condolences to all the families, the victims, the injured, the doctors and all those affected by these terrible strikes. Once again, children have become the victims of the military aggression that has been going on for 2 years and 5 months.

We strongly condemn these attacks. The civilian population and civilian infrastructure must not be targeted. International law, in particular human rights and humanitarian law, must be strictly respected in all circumstances and we call on Russia to comply and protect the civilian population and infrastructure. Under international humanitarian law, hospitals enjoy special protection.

The horror that children and their families have had to face since the start of the war in Ukraine shows no sign of abating. In 2023, the United Nations attributed 249 attacks on schools and hospitals, including against protected persons, to Russian armed forces and affiliated armed groups. In the last two years, nearly 2,000 children are thought to have been killed or injured. Instead of going to school, children in towns on Ukraine's front lines have been forced to spend between 3,000 and 5,000 hours sheltering in basements and subway stations, or between four and seven months. As Ukraine fights for its peaceful future, those who will build it - including children - must be guaranteed protection: international humanitarian law provides special protection for children.

In addition, a health worker has also been killed in yesterday's strike. Here too, international humanitarian law is absolutely clear: protecting humanitarian personnel, including medical staff, is an obligation. Those who risk their lives to help others must be protected.

Mr. President,

No child should grow up under the threat of missile fire. No child should die in the rubble of a hospital, which is supposed to be a safe place for healing and recovery. Every child should have the opportunity to lead a safe and serene life, and return to a normal existence. For this to be possible, Russia must end its military aggression against Ukraine, cease all hostilities

and withdraw its troops from all Ukrainian territory. The Charter commits us all to respect the sovereignty and territorial integrity of all States.

Switzerland remains determined to do everything in its power to contribute to a just and lasting peace in Ukraine, in accordance with this same United Nations Charter and the fundamental principles of international law. It is in this spirit that on June 15 and 16, representatives of over one hundred countries from around the world and international organizations met in Switzerland to discuss a framework for a peace process based on international law, and in particular the UN Charter, with the aim of inspiring concrete measures in favor of a just and lasting peace in Ukraine. And we will continue this commitment.

Thank you.